

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

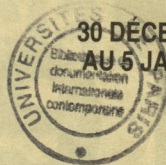
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

30 DÉCEMBRE 1993  
AU 5 JANVIER 1994

N° 938

10,00 F



## ENSEIGNEMENT PUBLIC OU PRIVÉ NON A L'ÉDUCATION DE CLASSE !

### Loi Falloux : réouverture de la guerre scolaire

Le 15 décembre dernier, a été adoptée en catastrophe par le Sénat, une loi révisant à la hausse les dispositions de la loi Falloux de 1850. Au-delà de la remise en cause sur la forme (projet ajouté à l'ordre du jour quelques heures avant et voté en catimini, absence quasi totale d'informations et de débats préalables...), il s'agit bel et bien, sur le fond, d'une réouverture de la guerre scolaire et d'un réel danger pour l'enseignement public. De quoi s'agit-il, exactement ?

La loi Falloux donnait la possibilité aux collectivités locales de subventionner jusqu'à 10% les établissements privés (actuellement à 80% d'obédience catholique). La nouvelle loi permet aux mêmes collectivités (1) de faire passer ces subventions de 10 à 50%.

Les conséquences de cette loi sont multiples :

— les écoles privées (ce qui concerne seulement 20% des élèves) pourront désormais recevoir les mêmes subventions locales que les établissements publics... outre la participation, déjà effective, de l'Etat, des parents et de fonds provenant de groupements et d'associations multiples (évêchés, associations religieuses...) ! Autant dire que, sauf dans le cas d'une mauvaise gestion, l'argent ne manquait déjà pas et manquera encore moins ;

— les locaux concernés appartiennent par définition à des personnes privées (évêchés ou monastères, par exemple). Ce qui revient à dire que l'argent du contribuable sera véritablement donné à fonds perdus. En effet, lorsqu'un établissement privé

(suite p. 3)

**A** PRES LE CHEQUE ROYAL du socialiste Lang, la droite ne pouvait, semble-t-il, rester en deçà. Dans la nuit du 14 au 15 décembre, elle a fait adopter au Sénat une modification de la loi Falloux, qui ouvre ainsi toutes grandes les portes des finances publiques aux écoles privées.

En d'autres termes, Balladur vient de faire ce que Reagan et Thatcher n'avaient même pas osé imaginer en leur temps, c'est-à-dire faire payer, par le biais des impôts, les études des fils et filles de la bourgeoisie par l'ensemble de la population, prolétaires en tête.

Plus que jamais, nous sommes en plein dans un système de classes : aux bourgeois les écoles bien équipées, les enseignements de pointe, les classes aux effectifs minimums, et aux prolétaires les collèges « Pailleron », les filières bidons, les classes surchargées.

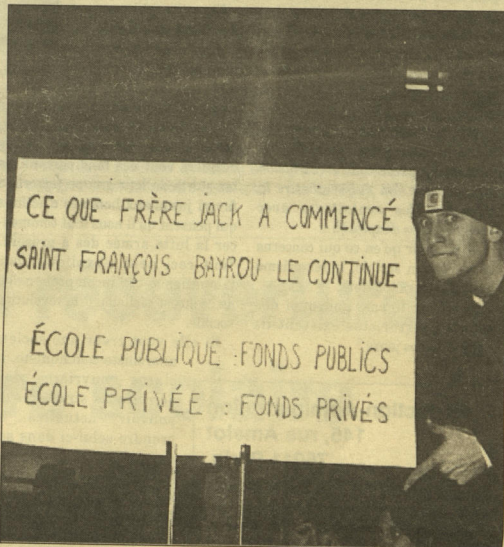
La fonction sociale du système scolaire français n'est même plus d'assurer une pourtant bien maigre promotion sociale par la réussite scolaire.

Elle est bien morte cette méritocratie républicaine, qui assurait à une infime minorité d'enfants de prolétaires une certaine ascension sociale par le biais de diplômes ouvrant sur des carrières se trouvant essentiellement dans la fonction publique. Le rôle social de l'école a changé.

Les réformes Devacquet, Jospin, Lang ou Bayrou s'inscrivent dans une volonté d'ajustement de la législation scolaire à la réalité du système éducatif. Elles ne sont que les manifestations visibles et, bien malgré elles, spectaculaires d'une mutation : manifestations de 1986, 1988 et 1993.

D'une fonction de soupape de sécurité dans le système d'exploitation, le rôle de l'école s'est spécialisé, ces dernières années, dans une fonction de contrôle social généralisé

(suite p. 3)



#### LYON

« Grève au centre  
de tri postal  
de Montrochet »  
TÉMOIGNAGE  
DE SYNDICALISTES  
CNT  
P. 5

BAKOUNINE et l'AIT  
« Programme  
de la section slave  
de Zurich » (1872)  
P. 8

T2137 - 938 - 10,00 F



PP 25 20

### ÉLECTIONS EN RUSSIE

## Le marché et le fou

**S** OIT LES EXPERTS OCCIDENTAUX sur le gouvernement russe sont des incompetents finis, soit ils ont été victimes d'un des problèmes les plus pressants de l'époque : la croyance aveugle en la justesse et la véracité des principaux médias et de l'Etat. C'est la seule impression que l'on peut retirer à la lecture des rapports faits sur la façon dont les « experts » politiques ont été « assommés » par la démonstration de force de Vladimir Jirinovski aux dernières élections.

En dépit des rapports constamment faits sur CNN et les principaux médias écrits sur la manière dont le public soutenait, de tout son cœur, Eltsine et Gaïdar, il y avait un

courant grandissant de mécontentement contre leur politique. Ce mécontentement s'est développé au fur et à mesure que le niveau de vie se dégradait. Le petit coup d'Etat d'octobre, par lequel Eltsine a foulé aux pieds la démocratie et montré sa nature autoritaire, l'a rendu impopulaire auprès de beaucoup de citoyens modérés. Les premiers sondages avaient

clairement montré la popularité de Jirinovski et l'impopularité du parti ironiquement nommé « Choix de la Russie » (parti de Eltsine, NdlR) ; les sondages parus quinze jours

avant les élections faisaient état d'une prévision assez fiable de 26%. Ces sondages causèrent tellement d'angoisse à Eltsine et au gouvernement qu'ils interdirent la publication de tout nouveau sondage avant

les élections. Quelque temps auparavant, Eltsine avait interdit aux candidats de critiquer la Constitution à la télévision. En mas-

« Le gouvernement de Boris Eltsine était [...] conscient qu'il ne pourrait probablement pas gagner les élections... »

quant ainsi dans les médias les signes du mécontentement et les critiques, et en espérant monopoliser ces mêmes médias, ils cherchaient à convaincre les

électeurs que le « Choix de la Russie » était réellement le choix de la Russie et espéraient ainsi battre le rappel des voix en créant une illusion de soutien des masses populaires.

Le gouvernement de Boris Eltsine était en fait parfaitement conscient qu'il ne pourrait probablement pas gagner des élections démocratiques. Pour ces raisons, il a truqué les élections pour s'assurer de meilleurs résultats. La Commission électorale, qui fut chargée du découpage des circonscriptions, reçut l'ordre d'étudier les résultats du référendum d'avril pour établir ce découpage en suivant le soutien à Eltsine. Ainsi, alors que les lois électorales

(suite p. 6)



# Terrorisme

LES ANARCHISTES ont longtemps été associés dans l'imagerie populaire à la violence irrationnelle. Nous regardons *The Secret Agent* (l'agent secret) à la télé et nous lisons des articles sur les « bagarres menées par des anarchistes » dans les journaux. Et qu'est-ce qu'ont fait les anarchistes pour mériter cela ? La classe dirigeante a toujours utilisé le mot « anarchiste » dans un sens abusif, même avant que le mouvement anarchiste ne prenne son essor au 19<sup>e</sup> siècle. De même, les dirigeants d'aujourd'hui ne manquent jamais une occasion de nous calomnier. Mais les anarchistes ne sont pas totalement innocents. Juste à la fin du siècle dernier, beaucoup d'anarchistes devinrent impatients face aux progrès lents de la « propagande par la parole » et développèrent la théorie de la « propagande par le fait ».

Tout d'abord, cela fut compris comme l'action de groupes révolutionnaires déterminés à l'occasion de manifestations, d'insurrections et autres formes collectives d'action directe visant à mettre le feu à une situation déjà potentiellement révolutionnaire. Mais dans la dernière décennie du siècle, cette propagande s'identifia aux assassinats individuels. On pensait alors que si les militants anarchistes prenaient l'initiative de l'action et attaquaient physiquement les

membres des classes dirigeantes, cela pousserait la classe ouvrière vers la révolution.

## Des dégâts

Cette théorie fut un désastre total. Elle causa la mort d'au moins vingt dirigeants en vue (qui furent remplacés facilement) et l'ensemble du mouvement anarchiste fut gravement touché par la répression.

Les gouvernements avaient trouvé là l'excuse pour promulguer des lois répressives à l'encontre du mouvement ouvrier et pour déclencher une véritable hystérie anti-anarchiste.

L'anarchiste-communiste russe Pierre Kropotkine, qui avait été, pourtant, un défenseur convaincu de cette tactique, fut l'un des premiers à réaliser que ses camarades faisaient fausse route. Dans une série d'articles, en 1890, il affirma : « Il nous faut être avec le peuple, qui ne veut plus d'actions isolées, mais veut dans ses rangs des hommes d'action ». Il poursuivit en mettant en garde contre « l'illusion qui veut que l'on puisse abattre la coalition des exploités avec quelques kilos d'explosifs ».

Il est clair qu'en ce qui concerne la révolution sociale, le terrorisme n'est pas un détonateur.

Si tel est le cas, pourquoi des groupes terroristes existent-ils encore de nos jours ?

La réponse évidente est que les terroristes d'aujourd'hui ne s'intéressent pas à la révolution sociale. Beaucoup d'entre eux sont investis dans des luttes de libération nationale ou bien sont marxistes-léninistes, voire même les deux à la fois. Ils constituent souvent une avant-garde autoritaire de la pire espèce. Ces groupes parviennent parfois au succès, selon leur propre mode d'expression, c'est-à-dire qu'ils ont « libéré » un pays ou établi une nouvelle dictature appelée « socialisme ».

Les anarchistes ne devraient pas perdre de temps avec ces futurs patrons.

Malgré tout, le terrorisme conserve un certain pouvoir de fascination pour certains se considérant anarchistes. Ces derniers vont des fans portant les tee-shirts de leur groupe terroriste favori jusqu'aux hommes d'actions qui pensent qu'il nous faut commencer la lutte armée dès à présent. Tout ceci peut s'expliquer par l'impatience et l'incompréhension de ce qu'est réellement la révolution sociale.

Si elle veut créer une société anarchiste-communiste, la classe ouvrière doit détruire les structures de pouvoir actuelles et prendre celui-ci dans ses propres mains. Les groupes terroristes ne font rien qui conduise à ce but. Constituant une petite élite armée, ils endossent le rôle d'une avant-garde désireuse de résoudre les problèmes des gens à leur place.

Les anarchistes devraient être capables de voir les défauts de tout groupe qui se veut pouvoir résoudre lui-même les problèmes du monde.

En dernier ressort, cela peut mener à des divisions au sein de la classe ouvrière (entre les leaders



Paris, 18/09/1986 : attentat de la rue de Rennes, 5 morts et 61 blessés. Photo Staff-MCD/APP.

terroristes et les spectateurs passifs). Au lieu d'encourager les gens à penser et à agir pour et par eux-mêmes, les terroristes cherchent à contrôler les luttes à leurs propres fins ; par exemple, quand le nationaliste irlandais Gerry Adams, président du Sinn Féin, déclare : « Voici un message adressé aux jeunes : n'arrêtez pas leurs camions, n'empruntez pas leurs voitures, ne lancez pas de pierres sur les Brits. Si vous voulez faire cela, il y a des organisations qui le feront pour vous. »

Même les groupes terroristes qui se proclament anarchistes n'échappent pas à l'avant-gardisme. Un « anarchiste » du Mouvement du 2 Juin (Allemagne) a affirmé : « [...] l'analyse de l'impérialisme nous montre que la lutte n'appartient plus aux métropoles, elle n'est plus l'affaire de la classe ouvrière mais celle d'une avant-garde dans la métropole qui déclare sa solidarité avec les peuples du tiers monde ». Drôle de manière de penser pour un communiste libertaire.

## Clarifier

Le travail des révolutionnaires est de clarifier et de coordonner les luttes en tant que composante de la classe ouvrière. Dans des périodes non révolutionnaires, les anarchistes constitueront une minorité consciente avec le « leadership des idées ». Nous devons toujours pousser la lutte à aller le plus loin possible et à faire le lien avec d'autres mouvements. Quoiqu'il en soit, nous ne devons jamais surestimer notre propre importance et nous ne devons jamais oublier que, quand éclatent les révolutions, les organisations sont souvent prises de court.

Un autre problème qu'il faut soulever à propos du terrorisme, face à l'emploi de la violence : en posant

des bombes sur des places publiques, les terroristes montrent leur arrogance et leur peu d'attention à l'égard de la vie humaine.

Dans toute campagne de pose de bombes, que ce soit dans les avions, les voitures ou par colis piégés... il y aura inévitablement mort de civils (ou des dégâts collatéraux, si l'attentat est aérien). Même si cela ne pose aucun problème aux autoritaires et aux gouvernements terroristes, cela est inacceptable pour des révolutionnaires. Nous rejetons la violence faite au hasard par les terroristes, et ceci même si nous ne sommes pas pacifistes.

Pour nous, ce vieux débat entre tactique violente et tactique non violente est faux. Beaucoup d'actions de masse ne nécessitent pas la violence. D'autres actions l'impliquent. De grandes manifestations et grèves peuvent souvent dégénérer, et nous acceptons la nécessité de se défendre soi-même. Des groupes comme les *hit-squads* apparus naguère dans la grève des mineurs britanniques sont l'expression même d'une résistance de la classe ouvrière. Il serait absurde de s'enfermer dans une tour d'ivoire de principes idéalistes en les condamnant.

En tant qu'anarchistes, nous devons constamment nous battre dans tous les domaines de la vie, pour faire avancer le processus révolutionnaire. Parfois, nous devons nous défendre contre la violence de nos ennemis. Mais aussi dure que soit la lutte ou si frustrés que nous soyons de la défaite, nous ne devons pas oublier l'ancienne proclamation : « La libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Les groupes élitistes de toute sorte ne peuvent y être qu'un obstacle.

**Organize ! n° 31 (Irlande du Nord)**

le monde  
**libertaire**

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

## Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....

A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse



# Non à l'éducation de classe !

(suite de la « une »)

de la jeunesse prolétarienne et de manipulation totale de ses aspirations à une vie meilleure.

Manipulation des aspirations, car on continue de faire croire aux jeunes prolétaires que s'ils réussissent leurs études, s'ils sont bien sages, s'ils font tout ce qu'on leur dit de faire, alors ils réussiront à avoir du travail, un privilège en soit par les temps qui courent, et qui sait, pour les meilleurs d'entre eux, à monter dans l'échelle sociale.

Manipulation, car la réalité, c'est le chômage pour la plupart, et pour les sur-diplômés le privilège de décrocher un Contrat Emploi-Solidarité. Il suffit pour s'en convaincre d'aller faire un tour à l'ANPE du coin et de constater qu'aujourd'hui les associations et les collectivités locales, pourtant traditionnellement moins regardantes que les entreprises, ne réclament pas moins, en général, qu'un bac + 2 pour faire un stage précaire chez elles.

Manipulation, car on a beau avoir des diplômes, les employeurs ne veulent pas de nous quand on est de certaines banlieues, à plus forte raison si on met de la mauvaise volonté jusqu'à être Maghrébin.

Cette manipulation des aspirations a bien une fonction sociale : celle de neutraliser les velléités de révolte sociale.

Notre fonction à nous, anarchistes révolutionnaires, est de montrer que la seule solution d'améliorer notre sort à tous dépend de notre combati-

tivité collective, de notre capacité à opérer une révolution sociale qui, tout en faisant table rase du système capitaliste et étatiste, établira une société libertaire fondée sur l'égalité et la liberté sociales.

Manipuler les aspirations ne suffit pas à la bourgeoisie qui craint, aujourd'hui encore plus qu'hier, que les pressions croissantes qu'elle ne cesse d'exercer à notre encontre ne finissent par n'être plus supportées du tout.

Les conseillers de Balladur ont bien raison de lui dire qu'il est assis sur une poudrière, que la situation est telle que cela risque à tout moment d'exploser.

C'est pourquoi les gouvernements successifs ont donné une nouvelle mission à l'Education nationale : encadrer l'ensemble de la jeunesse,

**« Manipulation des aspirations [...] car la réalité, c'est le chômage pour la plupart. »**

en priorité celle qui pourrait être dangereuse si elle venait massivement sur le marché du travail et se rendait compte qu'on l'avait bernée. Ainsi, l'aile gauche de la bourgeoisie a-t-elle obligée en 1988, les chefs d'établissements à continuer de suivre durant un an leurs anciens élèves sortis du système scolaire sans le niveau minimum du CAP : il s'agit du Dispositif d'insertion des jeunes de l'Education nationale (DIJEN) et de ses modalités individualisées (MOREA, CIPPA...).

Par ailleurs, toujours par les mêmes et à la même date, on a eu droit à la prolongation des études courtes de deux ans en études courtes de quatre ans (les études longues étant de... trois ans !). Mais attention, un bac est au bout : les baccalauréats professionnels prolongent les antiques BEP.

Connaissant les forts taux de redoublement d'une grande partie des enfants du prolétariat (le système est bien conçu), on obtient aujourd'hui des adultes de 22 ans toujours lycéens.

Derrière les discours démagogiques et humanistes promettant 80% d'une classe d'âge au baccalauréat, on a une politique d'encadrement de jeunes adultes dans une structure infantilissante.

Ceci ne s'arrête pas là, puisque l'on nous promet aujourd'hui des BTS en trois ans pour poursuivre après le bac pro.

Quant à la crème des crèmes, elle a l'immense privilège d'avoir accès au temple du savoir et de la promotion sociale qu'est l'université.

Il est vrai qu'installé, voire entassé, dans cette vénérable institution on se sent valorisé, surtout quand les parents n'ont même pas le certificat d'études.

Ainsi, le pouvoir peut être tranquille, ces jeunes ont tellement l'impression d'être sur la voie de la réussite que leurs révoltes ne risquent pas d'être bien méchantes.

Voici donc comment on obtient en définitive un encadrement quasi-total

de la jeunesse prolétarienne, encadrement autrefois réalisé par l'entreprise. Aujourd'hui, il est vrai, on ne peut même plus compter sur les patrons.

**« Ce n'est pas en se contentant de défendre une école publique mythifiée que l'on fera bouger les choses. »**

Là encore, nous devons tout mettre en œuvre pour que cet encadrement soit un échec et pousser à la révolte. Nous pouvons utiliser les ressources que nous offre le système, car, bien malgré lui, il nous donne accès à la culture et au savoir. Pour paraphraser Fernand Pelloutier, on peut aussi instruire pour révolter. Ceux et celles d'entre nous qui sont étudiant(e)s et enseignant(e)s doivent se battre pied à pied contre une culture soporifique, faire connaître la réalité sociale de l'exploitation et de l'oppression tant par des débats et des discussions individuelles qu'au sein même des cours et de leurs exposés.

Par ailleurs, il va sans dire que pour ses enfants, la bourgeoisie a choisi d'autres voies. Puisque les filières publiques autrefois réservées à l'aristocratie républicaine sont de plus en plus infestées de manants, un retour aux bonnes vieilles valeurs des filières privées et à la sélection par le fils s'est avéré nécessaire : ce sont ces écoles d'ingénieurs privées, ces grandes écoles privées, ces lycées, ces collèges, ces écoles et mater-

nelles privés. Mais tout ceci coûte cher.

L'astuce pour les classes dominantes est de continuer à faire prendre en charge par l'ensemble de la population, c'est-à-dire les salariés qui sont les principaux contribuables, donc par les prolétaires, les frais occasionnés par l'enseignement élitiste qu'elles destinent à leurs enfants. Renonçant de plus en plus à utiliser le secteur public pour les motifs évoqués plus haut, elles en arrivent aujourd'hui à vouloir nous faire payer une bonne partie de la note de leur choix du privé.

C'est dans ce contexte-là que se situe la réforme balladurienne.

Nous disons non à l'addition qu'on nous présente, et non à un système scolaire de classes. Ce n'est pas en se contentant de défendre une école publique mythifiée que l'on fera bouger les choses d'un iota.

C'est en remettant en cause la fonction sociale aujourd'hui assignée à l'école, par le pouvoir, que nous ferons changer le cours de l'histoire.

Toute révolution a commencé par une période d'incubation où les individus prenaient conscience des réalités du système et de leur force collective. Agissons dans ce sens. Toutes et tous dans la rue le 16 janvier (1).

**Paul Boino**  
(gr. Kronstadt - Lyon)

(1) Le 16 est la date retenue comme journée de manifestation nationale en faveur de l'école laïque.

## Loi Falloux : réouverture de la guerre scolaire

(suite de la « une »)

décide de cesser ses activités, ses locaux sont vendus (ou retournent) au bénéfice du propriétaire, comme n'importe quel bien privé. En ce sens, n'importe quel particulier serait désormais en droit de recevoir à titre de don de l'argent destiné à aménager ses combles, repeindre sa façade ou agrandir son garage... ;

— il paraît évident que les nouvelles subventions déboucheront directement sur deux conséquences, l'une n'excluant pas forcément pas l'autre : une baisse de subventions pour les locaux de l'enseignement public (qui jusqu'à présent allaient de 80 à 100%) ; une augmentation des impôts locaux.

Dès lors, faut-il être condamné à voir le système éducatif, déjà bien

mal en point, se dégrader encore ? Ou déménager obligatoirement dans une municipalité, un département ou une (seule !) région laïque, donc a priori hostile à cette loi, et ce, suivant l'âge de nos enfants et leur scolarité ?

Même ce dernier point reste sujet à discussion. Certes, on peut évidemment incriminer les conditions dans lesquelles s'est effectué le rapport Vedel (2), dont l'auteur lui-même déclare avoir été surpris par la récupération politicienne de la chose. Mais le terrain n'avait-il pas été largement préparé par les gouvernements précédents, jusqu'à cette loi Lang (3) de 1992 qui octroyait déjà certaines largesses au privé à condition que les écoles s'engagent à respecter certaines normes obligatoires du secteur public, en particulier l'accès à tous sans discrimination de niveau ou autre. Aucune enquête n'a été diffusée, qui permettrait d'affirmer que des engagements ont été respectés.

Que dire encore de l'immédiate récupération par le Parti socialiste, en mal d'idée force, d'un thème cher à son électorat traditionnel ? Avait-il d'ailleurs appelé à la mobilisation en juin dernier, époque à laquelle la loi

est passée devant l'Assemblée nationale (4) ?

Que dire d'un ministre qui paraît apprendre que l'enseignement public connaît « lui aussi » des difficultés, lorsque l'on sait qu'un certain nombre d'établissements sont effectivement dangereux (Pailleron et autres) ?

Que dire enfin de l'avenir, dans ce contexte, de débats sur un enseignement réellement transformé, alors que l'idée même d'un service public de l'éducation semble menacé ?

**Lydie Thouvenot**

(1) En ce qui concerne les locaux, les communes ont la gestion des écoles maternelles et primaires, les départements celle des collèges et les régions celle des lycées.

(2) Rapport établi selon un questionnaire adressé par les Inspections académiques et directement rempli par les chefs des établissements privés, afin d'évaluer leurs besoins en matière de locaux, besoins que l'on peut penser largement surévalués.

(3) De 1985 à 1992, les lois de finances, la loi Chevènement et finalement les accords Lang-Cloupet ont érigé en règle la notion de parité entre enseignements public et privé.

(4) Présentée en juin, la révision de la loi Falloux avait été reportée à une date ultérieure (sans autre précision). Ce « recul » du gouvernement avait amené les organisations laïques et syndicales à annuler la grande manifestation prévue en octobre.

### Un coup tactique ?

Sans pour autant accuser le gouvernement de machiavélisme, on peut se demander à qui profite le crime. En effet, le coup foireux du Sénat offre de nombreux avantages à la droite et pourrait bien se révéler un joli coup tactique.

C'est ainsi qu'en caressant les réacs dans le sens du poil, il permet de faire oublier le GATT à des députés RPR partisans d'un protectionnisme pur et dur. En rallumant la guerre scolaire, il détourne les gens des vrais problèmes qui se posent au système éducatif, resserre les rangs autour du Premier ministre et tend à présenter la gauche comme ringarde et sectaire.

Quoi qu'il en soit, rendez-vous au 16 janvier, date de la grande manifestation organisée par le camp laïque. Et, comme l'écrivait Jérôme dans le *Monde libertaire* du 28 octobre 1993, profitons-en pour « avancer nos propositions en matière d'éducation et d'organisation du système éducatif ».

**Eric Dussart (individuel FA - Lille)**

## P ARUTIONS

PRESSE

Le n° 1 de la *Revolta*, feuille des anarchistes de l'Ariège, vient de paraître. Pour se le procurer, envoyez un timbre à 2,80 F à l'une des deux adresses suivantes : — Liaison FA de l'Ariège, 2, rue Georges-Bordas, 09000 Foix ; — Alain Feliu, 09460 Artigues.

PRESSE

Le n° 14 de la revue *Encre Noire* est paru. C'est une revue éditée par le groupe J.-R. Caussimon de Nancy, le groupe Ne Plus Subir de Moselle/Bas-Rhin et la Liaison FA de Saint-Dizier. Il est disponible contre 8 F en timbres, en écrivant au CRES, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.

BROCHURE

Le groupe FA de Nice édite *L'Anarchie* de Sébastien Faure. Prix : 25 F (port compris). Chèque à l'ordre de l'ADCL. A commander à ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.

PRESSE

Le n° 104 (décembre) de *Contre vents et marées*, (journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes) est sorti. Prix : 6 F (abonnement 60 F, chèque à l'ordre de « Contre-Courants »).

A commander à « Contre-Courants », Le Ladrère, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

**Pour le Monde libertaire, un soutien efficace : l'abonnement !**



VITICULTURE

# Le Midi bouge encore

**C**ELA FAISAIT BIEN LONGTEMPS que le Midi viticole n'avait pas connu une mobilisation aussi importante. Le 10 décembre 1993, 8 000 manifestants venus de tous les départements méditerranéens se sont rassemblés à Montpellier, et ceci à l'appel de toutes les organisations professionnelles, caves coopératives notamment et de tous les syndicats agricoles : Confédération paysanne, Mouvement de défense des exploitations familiales (MODEF)... mais aussi, et c'est à noter, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) et Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA).

Huit mille viticulteurs rassemblés pour contester les orientations de l'Organisation commune du marché (OCM), concernant la production viticole.

Si ce jour-là, le tocsin a sonné dans les villages du Languedoc, c'est que l'inquiétude est grande depuis plusieurs mois et particulièrement depuis que la commission européenne a remis sa copie.

Cette fameuse OCM attendue avec tant de crainte dans le Midi y est ressentie (et cela ne fait de doute pour personne) comme l'arrêt de mort de la viticulture méridionale.

La commission européenne annonce un objectif clair pour l'an 2 000 : équilibre global du marché du vin. Pour ce faire, « Il faut agir soit sur le potentiel de production (surfaces plantées), soit sur le niveau des rendements, soit sur les deux à la fois. »

En fait, le Languedoc-Roussillon a bien compris le message : il devra encore arracher, car c'est bien lui qui depuis quinze ans fait les frais de la restructuration.

Depuis 1978, la production y a baissé de 29% (moins 19% en superficie et moins 14% en rendement). Dans le même temps, toutes les autres régions viticoles françaises (excepté Midi-Pyrénées pour les surfaces) ont vu leur production augmenter d'environ 30%, avec une augmentation des rendements d'environ 20%.

Le Languedoc-Roussillon, au prix d'efforts structurels considérables (arrachage-réencépagement) et



Le Midi viticole au rendez-vous de Montpellier. Photo B. Gilet.

même, on peut le dire, d'efforts culturels, a contribué pour une large part à l'élimination des excédents de la Communauté européenne. Il est bon de rappeler à ce propos que l'on parle d'excédents, mais que dans le même temps, des produits que le législateur s'obstine à appeler « vin », s'élaborent avec des jus de raisin ne dépassant pas 5° d'alcool, enrichis ensuite par sucrage (chaptalisation). Le Midi, qui est interdit de sucrage, en demande l'interdiction généralisée depuis 1907, date du grand soulèvement viticole.

En 1988, le Languedoc-Roussillon produisait 28 millions d'hectolitres sur une superficie de 408 000 hectares ; en 1992, il ne produisait plus que 20 millions d'hectolitres sur 326 000 hectares.

Si l'on compare les différentes situations au niveau européen, c'est encore le Languedoc-Roussillon qui là aussi restructure le plus.

Avec la nouvelle OCM, la France (donc le Midi pour une large part), comme toujours, devra éliminer avant l'an 2000 17 millions d'hectolitres, donc arracher 250 000 hectares, quasiment l'équivalent du vignoble héraultais et audois.

Ces quelques chiffres résument bien la situation dans le Midi, surtout quand on sait que la viticulture est la principale activité agricole (30% de la surface agricole utile) et qu'il n'y a quasiment aucune possibilité de reconversion agricole. Ceci d'autant plus que la nouvelle OCM rend les surfaces arrachées inéligibles aux

aides à l'hectare accordées aux producteurs de certaines cultures arables (céréales, oléagineux...)

Mais la viticulture en plus d'être culturellement l'âme de cette région, en est aussi la principale activité économique (emplois directs et emplois induits) excepté, bien sûr, le tourisme.

Ce tourisme est probablement une des raisons essentielles de cet acharnement sur la viticulture méridionale. Depuis longtemps, le Midi se bat pour ne pas devenir ce que les politiciens, les aménageurs et les technocrates de tout bord ont décidé : être le « bronze cul » de l'Europe, certains plus prétentieux disent la « Californie européenne ».

Une autre raison est que la viticulture méridionale a toujours servi de monnaie d'échange au sein de l'Europe et aujourd'hui encore au niveau du GATT. Pour protéger les intérêts des gros céréaliers du nord, les services, l'Aérospatiale, le TGV ou autres, les productions méditerranéennes (vin, fruits et légumes, viande ovine) sont depuis vingt ans sacrifiées, ceci étant valable pour tout le sud de l'Europe.

On comprendra donc l'importance des enjeux et la grande détermination des viticulteurs méridionaux qui, à coup sûr, feront parler d'eux dans les mois qui viennent.

Le combat est rude et loin d'être fini.

Même si la friche envahit de plus en plus les campagnes, même si la pyramide des âges entraîne obligatoirement la disparition d'une partie du vignoble, même si le tourisme poursuit son intolérable pression, le Midi viticole a démontré le 10 décembre qu'il conserve une force de réaction et de mobilisation importante.

Il reste à espérer que le discours des responsables viticoles ou agricoles languedociens se défera de la tendance chauvine et souvent démagogique, et qu'ils ne favoriseront pas plus les tentations individualistes des viticulteurs.

Reste à souhaiter que le Midi viticole, sous peine de disparition, retrouvera sa générosité, pour survivre à l'ultime crise de son histoire.

Bernard Gilet

## Brèves économiques et sociales

**Des crocodiles en France** — Bientôt, on pourra dire « avec EDF tout est possible ». Et ceci grâce au nucléaire. Car, non seulement le nucléaire serait une énergie propre, mais en plus il permet de réaliser de nouvelles expériences grandeur nature. Dans la Drôme, au pied du site nucléaire de Tricastin, 335 crocodiles pataugent. C'est le premier élevage en Europe ; élevage qui devrait accueillir jusqu'à 600 bêtes, sur une surface de 4 200 m<sup>2</sup>. L'histoire ne dit pas si cette zone servira pour le tourisme (enfin de l'exotisme sauvage tout près de chez nous) ou pour la confection de sacs.

**De l'or pour flatter les fauchés** — La pauvreté, tout le monde ne la subit pas ! Le marché de l'or à 18 carats représente en France 15 milliards de francs. En progression de 15% sur une année. Les profits attirant les profits, la soif d'argent étant ce qu'elle est, il sera mis sur le marché, en 1994, de l'or à 9 et 14 carats. Comme ça, même les moins riches pourront avoir un peu d'or chez eux. Marque de noblesse ? Préviation : le marché connaîtrait une progression de 35%.

**Contrôle gouvernemental sur les statistiques** — Alors que depuis des années on trafique les chiffres du chômage et autres indices d'une certaine pauvreté, voilà qu'aujourd'hui le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) est dans le collimateur du gouvernement pour la trop grande objectivité et la trop grande indépendance de ses critiques. Dorénavant, tout du moins c'est ce que l'on prévoit, ses études devront transiter par le gouvernement, avant d'être rendues publiques.

**Des archives du Parlement européen « disparaissent »** — En 1992, après neuf mois d'étude en matière de drogue sur le thème : « Les politiques de répression jusqu'à maintenant menées sont-elles efficaces ou peut-on envisager une autre alternative ? », le Parlement européen avait pondu un rapport sous le numéro A3-0358/91. Etranglement, le Centre de documentation dudit Parlement, pourtant d'ordinaire peu avare, ne le « trouve » plus. En fait, il n'est plus disponible ! Plus disponible... alors n'hésitez pas à le réclamer auprès du Centre de documentation de Strasbourg, histoire qu'il réapparaisse.

**L'effet Coluche prend fin** — L'amendement Coluche avait fait beaucoup de bruit. De tout bord, même si certains détestaient son humour, il était bien vu de lui serrer la louche, si possible devant les photographes. L'idée de l'amendement était de donner aux associations caritatives les surplus alimentaires de la CEE. Et bien, pour le lait, c'est terminé ! Il paraît que les abus étaient courants, si l'on en croit la commission européenne. Certaines personnes en donnaient... trop ! Les pauvres n'ont qu'à se taire, et boire de l'eau.

Régis Balry  
(groupe FA du Mans)

## Nouvelles du front

### SOLIDARITÉ AVEC LES GUATÉMALTEQUES

Depuis le 27 octobre 1993, 17 membres de la Coordination nationale des veuves du Guatemala (CONIVAGUA) et du Comité d'unité paysanne (CUC) occupent pacifiquement le siège de l'Organisation des Etats américains à Guatemala Ciudad.

L'objectif est de demander la médiation de l'OEA en vue d'aboutir à la dissolution des Patrouilles d'autodéfense civile, violant les droits de l'homme avec l'appui de l'armée. L'occupation cessera lorsque l'OEA acceptera de jouer les bons offices pour que le gouvernement satisfasse à la demande.

Ces Patrouilles d'autodéfense civiles, anti-constitutionnelles, constituent un des plus graves

problèmes du pays. Le projet de démocratisation s'affronte à la militarisation de l'Etat et de la société guatémaltèques. Une militarisation qui est une source continue de violations des droits de l'homme (assassinats de paysans, de syndicalistes, d'opposants...).

N'oublions pas qu'une précédente occupation pacifiste de l'ambassade d'Espagne, par le CUC, s'était soldée par un bain de sang.

Envoyez des messages de solidarité avec les occupants à :

— OEA, Guatemala Ciudad, fax : 19.5022/324.743 ou 324.454 ;

— CONIVAGUA, fax : 19.5022/25642 ;

— M. Ramiro De Leon Carpio, président de la République, fax : 19.5022/514.957 ;

— M. Mario Enriquez, ministre de la Défense, fax : 19.5022/537.472 ;

— M. Joao Buena Soares, secrétaire général de l'OEA, fax OEA Washington : 19.1.202.45.83967. « Solidarité Guatemala », 17, rue de l'Avre, 75015 Paris (réunion le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30).

### SOUTIEN A L'OBJECTEUR-DÉSERTEUR

DE « ON ARRÊT TOUT ! » JEAN DUSSIN

Jean Dussin est passé en procès à Caen le mardi 21 décembre, avec le risque d'en prendre pour trois ans fermes. Un comité de soutien s'est constitué. Il fait circuler une pétition, que l'on peut obtenir en écrivant à : Comité de soutien à Jean Dussin c/o GOBN, 70, rue de Bayeux, 14000 Caen.



LYON

# Grève au centre de tri postal de Montrochet

**Mercredi 15 décembre 1993, le centre de tri postal de Lyon-Montrochet a été tout simplement fermé par la Direction et le courrier détourné, suite à un appel à la grève lancé par la CNT, la CGT, FO, la CFDT et la CFTC.**

**Cette réaction patronale, qui est une première à Lyon, porte atteinte à la sacro-sainte liberté du travail, toujours mise en avant contre les piquets de grève. Les patrons sont-ils si sûrs d'eux ou ont-ils peur de conflits à venir, suscités par la course à la rentabilité des PTT ?**

**Deux camarades de la CNT de Lyon-Montrochet, Roland et Roger, profitent de ce moment de lutte pour faire part au *Monde libertaire* de leur action syndicale quotidienne pour construire et développer des pratiques sociales de démocratie directe, alors que la situation politique générale est peu favorable aux luttes revendicatives.**

**L** E MONDE LIBERTAIRE : *Qu'est-ce qui a déclenché cette grève et sur quelles revendications ?*

**Roland et Roger :** En octobre dernier, nous avons appris que le service de la plate-forme TGV où travaillent 100 personnes allait être transféré à l'aéroport de Lyon-Satolas, soit à 30 kilomètres de Montrochet, situé au cœur de Lyon. En clair, notre service disparaît en 1994.

Plusieurs fois, nous avons interpellé la Direction pour savoir quel allait être l'avenir du personnel, son régime de travail, de transport... Aucune réponse.

Nous avons donc convoqué l'ensemble du personnel du site de Lyon-Montrochet, soit 850 personnes, pour définir notre attitude. C'est là que le principe d'une grève pour le maintien du site et son développement a été décidé.

Le vote se fait à bulletin secret. 65% du personnel a opté pour la grève, mais il faut remarquer que les services de jour l'ont voté à 50%, à 60% pour le transbordement et à 80% pour les services de nuit.

Une intersyndicale CFDT-CGT-FO-CNT s'est réunie pour définir les formes de l'action. La CNT a proposé une grève à durée indéterminée avec consultation du personnel. La CFDT a apposé son veto en arguant de la moindre détermination des services de jour, tout en acceptant que certains services la fasse. Finalement, pour réaliser l'unité syndicale, nous avons déposé un préavis de grève de 24 heures. Mais notre service, en assemblée générale, a décidé le principe d'un grève indéterminée à 80%.

**Le Monde libertaire :** *Que s'est-il passé le mercredi 15 décembre ?*

**Roland et Roger :** La grève a commencé à 17 heures avec l'arrivée du personnel de nuit à la plate-forme TGV. Tous les bureaux étaient fermés à clé, aucune lumière, aucun train, aucun signe d'activité. Présence d'un responsable de la direction nous annonçant, sourire aux lèvres : « *On vous a bien eus, on a détourné tout le trafic !* ».

Après une rapide discussion, l'ensemble du personnel a investi tout le centre de tri. Des braseros ont été allumés aux entrées pour bloquer tout

mouvement. Nous sommes allés voir le patron pour avoir des explications sur ce détournement des activités du centre de tri. Sa seule réponse a été le mépris et l'exigence de voir délogés les accès des lieux. Face à cette situation, une assemblée générale a été organisée à 22 heures, car une partie du personnel n'était pas impliquée

**« A terme, il est possible que du statut de fonctionnaire nous passions à un statut de droit privé. »**

dans le préavis de grève. Après débats, discussions et divers allers-retours avec la Direction, il a été décidé que nous serions tous en grève, et nous avons tenu les piquets de grève jusqu'au matin. Comme une partie des équipes de jour ne voulait pas faire grève, les piquets ont été levés en échange de l'assurance qu'aucune sanction ne serait faite contre les grévistes par la Direction. A 15 h, et à l'initiative de la CNT, de la CGT et de FO, nous étions une centaine dans les couloirs de la Direction départementale, alors que celle-ci n'avait accepté que de recevoir une délégation. La discussion entre travailleurs et Direction a eu lieu en direct, dans les couloirs. Nous avons eu ainsi la confirmation que la décision de transfert était une décision nationale. La seule chose possible selon la direction était de négocier un plan d'accompagnement.

De retour dans nos services, de nouvelles assemblées générales ont eu lieu. Notre service a décidé la poursuite du mouvement à 90%.

Le patron voulait rencontrer les responsables syndicaux. Nous lui avons demandé de s'adresser directement au personnel. En effet, nous pensons que les gens sont suffisamment adultes pour entendre les arguments patronaux sans intermédiaires, même syndicaux. Après deux heures d'explication avec le patron, la

grève a été maintenue à 100%. Nous avons donc fait grève les nuits de jeudi 16, vendredi 17 et samedi 18.

**Le Monde libertaire :** *Y avait-il du travail ?*

**Roland et Roger :** Non, les trains étaient toujours détournés. Cela doit leur coûter cher, car ils arrêtent les TGV à Mâcon et certains d'entre eux roulent à vide. Des centres de tri parallèles ont été mis en place, dans des locaux de la SERNAM, entre autres.

**Le Monde libertaire :** *Comment expliquez-vous cette riposte patronale ?*

**Roland et Roger :** En fait, la Direction a anticipé notre grève, qui devait bloquer le trafic, en détournant les trains. C'est la première fois que cela se fait d'une manière aussi organisée. Ils ont fait fi de leur sacrée « liberté du travail ». C'est-à-dire que même si certains avaient voulu travailler, ce n'était pas possible puisqu'il n'y avait rien à faire. Il s'agit bien d'un sabotage patronal.

Notre réponse a été de poursuivre le mouvement en donnant le moins d'informations possibles à la Direction. De cette manière, elle ne peut décider la reprise du trafic. C'est l'assemblée générale qui décide au dernier moment de l'action. Si jamais il y a 50/50 au vote, nous arrêtons le mouvement pour préserver l'unité d'action.

Dimanche 19 décembre, l'assemblée générale du personnel a décidé de reprendre le travail. Le vote a donné une majorité pour la grève, mais l'isolement de notre service, seul en grève sur le centre de tri, nous a contraints à arrêter le mouvement.

**Le Monde libertaire :** *Comment envisagez-vous la suite de votre action ?*

**Roland et Roger :** Pour nous, cette grève n'est pas un échec mais une étape, un temps fort de la lutte que nous menons pour le maintien de la brigade TGV à Montrochet.

Nous sommes bien conscients que c'est au plan national qu'à un moment donné il faudra mener la lutte. Ce n'est pas seulement Montrochet qui devra bouger, mais l'ensemble des PTT. Ce qui n'est pas un prétexte à l'inactivité au niveau local.

De plus, chacun d'entre nous comprend que notre problème est lié à

la situation générale de l'emploi. Comme partout, les PTT veulent supprimer des postes de travail. Ici, il y a peut-être 50 emplois en jeu, ce qui signifie 50 chômeurs et chômeuses en plus ou en moins, quelque part.

Tous les centres de tri sont concernés en France, ce qui veut dire que l'enjeu est important. Il y a des projets de coordination des centres de tri. Encore faut-il que cela ne reste pas au simple niveau des appareils syndicaux et que l'on définisse les moyens, les revendications, les modes de décision des actions... C'est un problème lié à la mécanisation, l'automatisation, les filiations et le changement de statut de la Poste.

A terme, il est possible que du statut de fonctionnaire nous passions à un statut de droit privé. Il faut savoir qu'à Satolas nous serons mis en concurrence avec des boîtes privées (Jet Services, Fret SNCF, DHL) pour travailler sur les mêmes produits (colis rapides...).

A un moment ou à un autre, il y aura une ou deux entreprises qui se feront « manger » par les autres. Cela pourrait bien être la Poste, qui supporte pour le moment tous les investissements de fond (terrains, locaux...).

Nous ne connaissons pas exactement la stratégie des patrons, mais il est tout à fait possible de déduire cette perspective au vu de ce qui est dit et fait.

Un dernier mot sur les salaires. Les nôtres varient entre 6 000 et 8 500 F, il est facile de comprendre que les boîtes privées embaucheront au SMIC, sans parler des horaires et des conditions de travail. Dans ce contexte, qui sera « compétitif », comme ils disent ?

Cela cadre parfaitement avec la logique actuelle, qui est de diminuer les coûts de production, donc en priorité le coût de la main d'œuvre.

Dans les assemblées générales, chacun en a pris conscience et l'exprime. Il ne s'agit pas simplement de défendre son emploi. Nous savons que si ce transfert des activités de Montrochet à Satolas se fait, cela contribuera à la précarisation d'un peu plus de salarié(e)s.

**Interview réalisée par Bernard (gr. Déjacque - Lyon)**

## Le centre de tri de Montrochet en chiffres

Le centre de tri de Montrochet, c'est 850 travailleurs et travailleuses réparti(e)s en trois grands services :

- salle de tri : 500 employé(e)s en jour + nuit ;
- transbordement : 220 employé(e)s en jour + nuit ;
- plate-forme TGV : 102 employé(e)s en nuit.

La plate-forme TGV achemine tout le courrier hors aviation de la région Rhône-Alpes pour l'ensemble du pays et vice versa. Courrier acheminé par un train ambulant postal avec personnel trieur sur Lyon-Paris, par deux TGV Paris-Lyon et Lyon-Paris, par plus de 100 liaisons routières (exemple : Lyon-Grenoble, Marseille et retour...).

L'implantation syndicale est liée au cloisonnement des services : majorité CGT en salle de tri nuit, CFDT au transbordement et CNT à la plate-forme TGV. Ce cloisonnement géographique et syndical est en voie d'éclatement sous l'effet de cette dernière grève.

**Pour contacter la CNT-Montrochet :  
CNT-PTT, BP 2600, 69218 Lyon cedex.  
Répondeur du centre de tri : 72.41.66.77.  
Permanence téléphonique : le jeudi de 14 h à 16 h.  
Permanence publique : le jeudi de 18 h à 19 h,  
au 44, rue Burdeau, 69001 Lyon.**



# Élections en Russie : le marché et le fou

(suite de la « une »)

prévoient que l'écart entre les circonscriptions ne dépasse pas 15%, celles-ci furent établies avec un écart allant de 150 000 à 850 000 inscrits ; les régions qui avaient voté pour Eltsine en avril furent découpées en petites circonscriptions afin de gagner des sièges malgré le vote populaire. C'est pourquoi cette fois-ci (avant les résultats définitifs) le Choix de la Russie a gagné 27 sièges tandis que Jirinovski n'en obtint que 3 et le Parti communiste 12.

La Constitution de Eltsine montre très bien qu'il faut fouler aux pieds la voix du peuple si l'on veut continuer à mener les réformes comme elles l'ont été. L'aspect central de la Constitution est que le Président pourra passer outre le Parlement chaque fois qu'il le voudra ; cette condition était de première nécessité car le plan Gaidar reste très impopulaire pour la majorité des hommes politiques russes et leurs électeurs. Il n'est pas surprenant que la Constitution ait été adoptée, étant donné la censure de sa critique, la campagne d'intimidation et de peur constante dans les

médias lancée par le Choix de la Russie (on vous prévenait d'une guerre civile imminente si la Constitution n'était pas adoptée), et finalement le soutien de Jirinovski lui-même au document. Seulement, malgré tout cela, moins de 28% de toutes les personnes en droit de voter ont répondu « oui ».

La vraie question est de savoir quelle est la réelle popularité des idées de Jirinovski. Il faut garder à l'esprit que la plupart qui ont voté

**« La vraie question est de savoir quelle est la réelle popularité des idées de Jirinovski... »**

pour lui ont fait un « vote de protestation » contre la politique Eltsine/Gaidar. Il faut aussi garder à l'esprit que les éléments les plus extrêmes de la population ont complètement boycotté l'élection. Jirinovski ne représente pas la partie la plus extrême de la population, mais il parle en fait pour ceux qui, nombreux, ont été élevés dans le mythe de la supériorité de la nation russe, et pensent que leur pays a été poussé vers le bas, à un niveau qui n'est pas acceptable pour eux. Il parle pour ceux qui sont agressifs et en ont assez d'être traités comme du bétail, ceux pour lesquels la puissance équivaut à un respect dans le monde et à un niveau de vie correct. De plus, d'une certaine manière, les idées de

Jirinovski sont juste un peu plus tranchées et visibles que celles de certains membres du gouvernement Eltsine. Depuis quelque temps déjà, la Russie essaie d'accroître son rôle de gendarme de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union Soviétique. On dit aussi actuellement, à Moscou, que Jirinovski avait le soutien partiel du gouvernement Eltsine, qui le considère comme un allié potentiel plus valable que le Parti communiste ou tout autre groupe d'opposition exclu des élections. Alors que les dirigeants du monde feignent d'être choqués par les remarques racistes de Jirinovski, ils continuent à soutenir un gouvernement qui a mis en place des politiques racistes depuis des mois, dont la déportation forcée de gens de couleurs hors de la République russe, et qui a décidé de faire des mesures punitives contre les non-Russes.

Les sentiments nationalistes sont maintenant un facteur moteur de la politique russe.

Le fait est que le nationalisme et la haine raciale sont nettement en hausse ici. Et il ne faut pas considérer ce phénomène isolément des conditions économiques causées par le programme de « thérapie de choc » du gouvernement. De plus, les réformes économiques menées par le gouvernement sont perçues (parfois à tort) comme une création du business étranger et du gouvernement, et qu'elles bénéficient aux autres, mais pas aux Russes (même s'il existe de grands intérêts écono-

miques en Russie pour la communauté capitaliste mondiale, les réformes ont été menées par la classe russe formée de l'ancienne *nomenklatura* ; les réformes ont plus bénéficié à la bourgeoisie russe, la *nomenklatura* et la classe criminelle, que ne pourront jamais espérer gagner les investisseurs étrangers). Mais l'important est qu'on croit, même à l'étranger, que l'Ouest a créé l'actuelle situation économique en Russie. Cette idée, on l'a retrouvée dans l'éditorial du *Moscow Times* du 16 décembre : « Maintenant que les Russes ont voté en protestant contre les réformes du marché inspirées par l'Ouest en soutenant un démagogue nationaliste lors des élections de dimanche, on se tord les mains et les méninges, dans les grandes capitales, à essayer de savoir ce que l'Ouest a fait de mal pour causer un tel retour de bâton. »

Visiblement, ce qui est mauvais, c'est que la politique économique du gouvernement a poussé à l'effondre-

**« ...le fait que les réformes soient dévastatrices [...] n'a pas supprimé les zéloteurs du marché... »**

ment presque complet de l'industrie locale et a forcé la grande majorité de la population à s'accommoder d'un régime de subsistance et à vivre dans une pauvreté que l'on n'avait pas connue depuis la Seconde Guerre mondiale. Seule-

ment cette fois, c'est pire car il n'y a ni ennemi ni blocus, et les rayons débordent de marchandises qui coûtent plusieurs fois leur valeur marchande réelle. Bien sûr, le fait que les réformes soient dévastatrices pour beaucoup de gens n'a pas supprimé les zéloteurs du marché ; la pauvreté de l'un, c'est la richesse de l'autre. Quoiqu'il en soit, ces réformes ne peuvent être menées sans le consentement des gens et, apparemment, ils ont perdu patience. Au vu des effets de ces premières réformes, je suis surpris qu'ils les aient tolérées si longtemps. On ne peut expliquer cela que par les espoirs de la population et la croyance naïve dans les promesses de prospérité pour tous, les promesses de transformer le pays en un lieu où il y aurait des millions d'actionnaires et de propriétaires. Il leur faut maintenant repenser leur programme de réforme, car poursuivre dans cette voie détruira complètement l'industrie locale et rendra de nombreuses personnes esclaves d'un cycle de pauvreté permanente. Étant donné les circonstances particulières dans la nation russe, cela mènera le plus vraisemblablement au développement des idées fascistes qui apparaîtront comme une solution au problème du pays, et ainsi, le prix à payer sera beaucoup plus élevé que tout le profit qu'on peut faire sur la vente de barres *Mars* sur le marché russe.

Laura Akai  
(Moscou, 17 décembre 1993)

**BELGIQUE**  
**« Nuit du Nouvel An »**  
**à l'initiative du groupe**  
**anarchiste Yapadchef**  
**21 h - 8 h 30**  
**Gernika, 65, rue du Midi**  
**1000 Bruxelles**

## IRLANDE DU NORD

# Rencontre anarchiste

LE WEEK-END des 19 et 20 juin, les camarades du groupe anarchiste de lutte de classes « Organize ! » ont accueilli un camping anarchiste sur la côte ensoleillée de North Antrim. Étaient présents des membres des groupes « Organize ! » de Belfast, Bangor et Ballymena, des camarades de la section de Dublin du Workers Solidarity Movement (Mouvement solidarité ouvrière), un observateur du DAM (Mouvement d'action directe), la section britannique de l'Association internationale des travailleurs (AIT), et deux observateurs du groupe ACF (Fédération anarchiste-communiste) de Londres.

Durant ce week-end, des discussions, formelles ou non, eurent lieu sur des sujets très divers. Le samedi, un camarade d'« Organize ! » lança la discussion avec un texte sur *La Pauvreté de l'étatisme*, ce qui déboucha sur un débat intéressant à

propos du rôle de l'Etat en tant que pouvoir exécutif de la classe dirigeante et du développement capitaliste. Les quatre organisations présentèrent ensuite leurs activités et perspectives. Un militant d'« Organize ! » retraça l'histoire et l'évolution de son groupe, depuis sa création initiale en 1985 et sa renaissance en 1991. WSM fit de même. Le camarade du DAM a fait un compte-rendu au sujet des luttes sur les lieux de travail, puis il a exposé la stratégie du DAM qui est de créer des réseaux industriels, qui seront la base de création de syndicats. Un membre de l'ACF a fourni un texte sur le rôle des organisations révolutionnaires et la nécessité d'auto-organisation des travailleurs en dehors des structures syndicales.

Une discussion animée eut alors lieu sur la nature des organisations économiques permanentes des travailleurs. Même si tous les partici-

pants étaient d'accord pour dire que l'activité des révolutionnaires libertaires sur le lieu de travail était essentielle, le désaccord sur nos relations avec les syndicats était clair.

**« Les anarchistes de Grande-Bretagne ont oublié de mettre l'Irlande en vue sur leurs agendas. »**

Ce soir-là, les discussions se sont poursuivies, avec une ardeur à peine moindre, dans un pub et, bien sûr, ces révolutionnaires disciplinés prirent garde à rester en forme pour le débat du lendemain matin sur l'Irlande. « Organize ! » lança le débat à partir d'un texte sur le « *Loyalisme de la classe ouvrière protestante* ». La discussion qui s'en suivit se focalisa sur la nature du loyalisme de la classe ouvrière,

l'émergence d'un « nationalisme d'Ulster » dans le camp loyaliste et les possibilités de développement d'un combat politique de classe dans les « six comtés ».

La discussion porta aussi sur la nature de l'impérialisme, le WSM critiquant le mouvement anarchiste en Grande-Bretagne parce qu'il n'utilise pas d'arguments « anti-impérialistes » en ce qui concerne l'Irlande.

Les membres d'ACF présents répondirent que, même s'ils soutenaient le retrait immédiat des troupes britanniques (ou de toute autre troupe qui pourrait les remplacer : irlandaise, ONU), le seul « *anti-impérialisme dans une économie mondiale totalement intégrée, c'est l'anti-capitalisme* », si l'on veut être cohérent. Quoiqu'il en soit, nous sommes d'accord avec le WSM pour dire que les anarchistes de Grande-Bretagne ont oublié de mettre l'Irlande en vue sur leurs agendas.

Globalement, les discussions du week-end, ouvertes et fraternelles, furent positives et riches d'enseignements.

Espérons que des rencontres régulières telles que celles-ci vont faciliter les liens et les coopérations entre les anarchistes de lutte de classes irlandais et britanniques. Dans d'autres éditions de notre revue *Organize !*, nous espérons pouvoir fournir des contributions du groupe « Organize ! » et de WSM. En attendant, le groupe « Organize ! » continuera ses discussions internes sur la direction politique et organisationnelle à prendre, tout en travaillant à répandre les idées anarchistes et à soutenir des luttes locales comme la campagne de résistance à la fermeture de l'hôpital Royal Victoria de Belfast.

**Organize ! n° 31**  
**(Irlande du Nord)**



SÉLECTION

RADIO LIBERTAIRE (89.4)

- Jeudi 30 décembre, 15 h - 16 h 30 : « Humeurs Noires » (les coups de gueule de Serge Livrozet et des auditeurs).
- Vendredi 31 décembre, 12 h - 13 h 30 : « Mon Nom est personne » (actualité théâtrale).
- Samedi 1<sup>er</sup> janvier 1994, 10 h - 11 h 30 : « La Mémoire sociale ».

19 h 30 - 21 h : « Au Café » (actualité politique, culturelle et libertaire).

- Lundi 3 janvier, 16 h - 18 h : « Les Chroniques de l'ozone » (poésie, littérature, chanson).
- Mardi 4 janvier, 20 h 30 - 22 h 30 : « Radio Libertaria » (actualité sociale avec la CNT-AIT).
- Mercredi 5 janvier, 6 h - 8 h : « Libertaire Matin » (brèves et invités avec Patrick).

**ELISABETH GUIMOU DE LA TRONCHE**  
samedi 8 janvier  
20 h 30  
samedi 22 janvier  
20 h 30  
Caveau « La Bohème » /  
théâtre des Déchargeurs  
3, rue des Déchargeurs  
(M<sup>o</sup>/RER Châtelet) 75001 Paris.  
Tél. : 42.36.10.29.  
Entrée : 60 et 80 F.

**FORUM**  
Samedi 8 janvier - 16 h 30  
« Mémoires libertaires »  
(Lyon 1919-1939)  
avec CLAIRE AUZIAS  
Librairie du Monde Libertaire  
145, rue Amelot (M<sup>o</sup> Oberkampf)  
75011 Paris.  
...  
Claire Auzias sera l'invitée de « La Mémoire sociale » (Radio Libertaire) le samedi 8 janvier de 10 h à 11 h 30.

ROMAN

« N'oublie jamais, Nicolas... »

Gaston Haustrate - Aléas éditeur

Les auditeurs de Radio Libertaire le savent pour avoir entendu l'auteur du roman *N'oublie jamais, Nicolas...* s'exprimer sur ses ondes, il y a quelques semaines : cet ouvrage ouvre un cycle d'une demi-douzaine d'œuvres romanesques censées raconter l'histoire d'une famille populaire française de la Commune de Paris à Mai 68.

Ce premier tome se déroule très précisément durant la fameuse « semaine sanglante » qui clôt tragiquement l'expérience révolutionnaire de 1871. Personnages de fiction et personnages historiques mêlent leurs destins réciproques, durant ces sept jours, pour nous faire découvrir à travers leurs regards, les différents aspects de la guerre civile qui se déroule alors dans Paris.

Très sérieusement documenté, cet ouvrage donne à lire l'agonie d'une ville programmée par un pouvoir conservateur qui ne lésine pas sur les moyens meurtriers afin d'y parvenir, à travers la manière dont vivent ce génocide les principaux protagonistes de l'histoire.

« Ce beau et terrible récit » (dixit Robert Hossein), qui comporte, comme le souligne Gilles Perrault, « des personnages inoubliables » et s'affirme ouvrage de ferveur et de passion, est édité par Aléas éditeur à Lyon. Il est en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 110 F.

C.S.

AUTOCOLLANT

VENTES  
D'ARMES  
VENTE DE  
MORT



ETAT FRANÇAIS  
ASSASSIN

IL FAUT AGIR  
CHAQUE JOUR

Fédération anarchiste  
145, rue Amelot, 75011 Paris.

Toujours disponible à la librairie du Monde Libertaire, cet autocollant (en noir et vert) édité par le groupe Henry-Poulaillé de Saint-Denis. Prix : 2 F l'unité, 30 F le paquet de 40 et 60 F le paquet de 100. A commander au 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèque à l'ordre de Publico).



Michelle Pfeiffer, Dennis Haysbert et Stephanie Mc Fadden dans *Love Field*.

**C**EMENT GARDEN, premier long métrage d'Andrew Birkin, frère de Jane et oncle de Charlotte (remarquable dans le film) est une adaptation (réussie) d'un roman de Mc Ewan. Film sur l'adolescence, les liens très forts qui se nouent entre frères et sœurs du même âge.

Comment vivre encore ensemble, éviter foyers et placements si les parents venaient à disparaître ? Ce n'est pas une mince question. Le film se construit autour de ce problème. L'approche, avec intelligence, montre la vie qui continue malgré tout. La passion juvénile crée une utopie de vie que la lumière froide et bleue des giraphares ne va peut-être qu'interrompre, qui sait ? Un beau film très personnel. Ours d'argent de la mise en scène à Berlin, en 1993.

*Love Field*, de Jonathan Kaplan, met en scène une Michelle Pfeiffer platinée à outrance, bonne épouse de *middle class* qui s'ennuie dans sa petite maison, adore les Kennedy et se fait elle-même des vêtements qu'elle copie sur son idole Jackie

Kennedy. Cette histoire, toute innocente, se mue en *thriller* politique quand notre héroïne veut assister à l'enterrement de Kennedy, qui vient de se faire assassiner. Elle se sauve de chez elle pour réaliser ce « rêve », et fait des rencontres : un Noir accompagné de sa petite fille. Son voyage vire à la cavale. Le FBI et le mari s'en mêlent. C'est brillant. Un Sud raciste en pleine hystérie, des acteurs au meilleur de leur forme et un portrait des Américains oubliés dans leurs pauvres maisons en bois qu'un certain Evans, Walker de son prénom, savait si bien photographier. Prix d'interprétation féminine à Berlin pour Michelle Pfeiffer.

*Surviving Desire*, quatrième film de Hal Hartley qui nous arrive dans le désordre et après une diffusion sur ARTE. Mais il assure 8 000 entrées à Paris. *Trust Me* et *Simple Men* nous avait fait aimer ce jeune cinéaste new-yorkais. De New York, il nous montre surtout la banlieue, car tourner à New York c'est beaucoup trop cher. Ce sont des films

étranges, sur des gifles données et des gifles reçues, sur des danses entreprises comme des numéros de music-hall en duo, en trio, en musique ou sans, sur des désirs diffus de l'autre, de mariage, de liberté, de livres et de savoir (« *Le savoir n'est pas tout !* »), sur les rencontres et les ratés de l'existence, sur l'imprévu et la chorégraphie des possibles. Sur des pères et les fils, les vieux anars et les jeunes pas cons qui se cherchent une voie originale en accord avec leur désir de vie (s).

Dans tout ça, on trouve la vierge « *mignonne !* », et on donne des conseils : « *Sois bonne avec elle, elle sera bonne avec toi !* »... Révisez votre grammaire, les bonnes sœurs flinguent et les flics... ont sûrement vu des films de Godard. C'est drôle et émouvant.

**La clé** est le titre (en français) d'un film iranien d'Ibrahim Fourouzesh. Scénario et montage : Abbas Kiarostami. Comment faire, petit garçon haut comme trois pommes, quand le bébé réclame le biberon qu'on vient de renverser, quand la cocotte-minute ronfle sur la cuisinière à gaz, quand maman est juste partie faire quelques courses et que la clé reste introuvable et la porte fermée ? Suspense presque hitchockien dans un foyer iranien très ordinaire autour de cette question. Film drôle, hilarant, cruel, amusant, fort, dramatique et juste !

Prix Ciné-Junior et Grand prix du long métrage étranger à Belfort ! Bonne année ciné !

Heike Hurst (« *Fondu au Noir* »)

Associations

**TOULON : COLLECTIF LIBERTAIRE EN CRÉATION A L'INITIATIVE DE LA FA ET DE LA CNT (RAPPEL)**  
Le groupe Nada (FA) et la CNT-Toulon appellent à la création d'un collectif libertaire. Pour en savoir plus, contactez-nous rapidement à : **ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex**. Une réunion aura lieu courant janvier.

**CLERMONT-FERRAND : CYCLE DU FILM ESPAGNOL A L'ATENEO ET PERMANENCE LIBERTAIRE**  
Programme de l'Ateneo pour janvier :  
— le lundi 17, projection de *Casas Viejas*, film en VO sur une des premières proclamations du communisme libertaire espagnol, durement réprimée par les socialistes en janvier 1933 ;  
— le lundi 24, projection de *La luna de lobos*, le maquis espagnol en 1937 ;  
— le lundi 31, projection de *Rocio*.  
Ce cycle espagnol est présenté par un tout nouveau groupe libertaire qui se réunit chaque lundi de 20 h 30 à 22 h 30 à l'Ateneo, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.  
Ce groupe invite les membres de la FA à venir le rencontrer. Il leur propose de participer aux activités du local et d'assurer une permanence (selon leur désir).

**VALLÉE D'ASPE : VIDÉO « ASPE, UNE VALLÉE EN SURSIS »**  
Le Collectif Alternatives pyrénéennes à l'axe européen E7 vous propose une vidéo, Aspe, une vallée en sursis, au prix de 80 F (60F pour les donateurs ayant souscrit à la réalisation du film) + frais de port de 15 F (chèque à l'ordre du collectif). A commander au Collectif Alternatives pyrénéennes à l'axe européen E7, BP 71, 64402 Oloron-Sainte-Marie.

**PARIS : CNT-AIT RÉGION PARISIENNE**  
La CNT-AIT Région parisienne tient ses permanences syndicales au 33, rue des Vignes (métro Avron ou Buzenval), 75020 Paris (tél. : 43.72.09.54 ou 43.70.46.86), mardi de 17 h à 20 h, mercredi et jeudi de 17 h 30 à 20 h 30.

**MULHOUSE : INITIATIVE ANARCHO-SYNDICALISTE**  
Du nouveau dans le paysage syndicaliste révolutionnaire : un syndicat des employés, travailleurs et précaires du Haut-Rhin s'est constitué récemment sur Mulhouse à l'initiative de militants anarcho-syndicalistes de la CNT-AIT. Pour tout contact, écrivez à Jean-Louis Celle, 64, rue d'Illzach, 68100 Mulhouse.



**R**ENDEZ-VOUS

**LILLE**  
Le groupe Humeurs Noires de la FA organise, le mercredi 5 janvier à partir de 20 h, à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet (M<sup>e</sup> République), une réunion publique sur le thème du chômage et de la précarité.

**Amies lectrices  
amis lecteurs**

L'an passé, à la même époque, nous devions faire appel à votre soutien pour boucler notre budget. Cet appel ne fut pas vain, car l'argent récolté dépassa largement la somme qui nous était nécessaire. Ce surplus nous a permis de doter le journal de son propre fax, d'acheter un lecteur Syquest et plusieurs cartouches, un matériel quasiment indispensable dans le domaine de la PAO, aujourd'hui.

Si pour un journal comme le nôtre, il est vital de parler des problèmes quand il y en a, il est aussi important de dire les choses quand elles s'améliorent, notre éthique nous imposant de ne pas pratiquer la langue de bois.

Pour l'année 1993 nous équilibrons notre budget et dégageons même un excédent. Ce redressement est dû, notamment, au succès remporté par la vente du numéro hors-série Léo Ferré (8 200 exemplaires vendus rien que dans les kiosques sur une diffusion de 13 000, ceci entre fin juillet et mi-octobre) et à l'accroissement significatif du nombre de nos abonnés(e)s. Notre ambition essentielle pour l'année 1994 va donc être de conserver ces nouveaux lecteurs et nouvelles lectrices, et d'en gagner encore ! Pour réussir cette tâche, nous allons essayer de renforcer les liens avec nos lectrices et lecteurs, ainsi qu'avec nos abonnés(e)s.

Dans un premier temps, nous envisageons de leur adresser une lettre périodique où ils trouveront des tas d'informations sur notre hebdo, qui faute de place ne peuvent être publiées régulièrement dans « Un ami lecteur ». D'autres idées viendront s'y greffer...

Nous devons aussi améliorer le ML, tant sur le plan de l'esthétique que sur le plan rédactionnel. Des efforts ont été faits dans ce sens, comme lors de la sortie d'un numéro d'été en deux couleurs qui fit la quasi unanimité (fait exceptionnel) ou encore comme lors de la sortie du numéro hors-série Ferré aux nombreux articles de haute tenue.

La sortie d'un éventuel numéro hors-série sur le « retour de l'ordre moral », dans les premiers mois de l'année, découlera aussi de cette volonté d'amélioration.

Les temps difficiles que nous connaissons aujourd'hui, mais aussi les perspectives qui se font jour pour notre mouvement, renforcent notre volonté de mener ce combat.

Toutes les compagnes et tous les compagnons qui, faut-il le rappeler, font vivre bénévolement le ML, espèrent voir cette année 1994 se passer sans aucune difficulté majeure pour leur hebdo, de façon à fêter comme il se doit, en 1995, le centenaire du titre (*le Libéraire*), le millième numéro de l'hebdo (*le Monde libéraire*)... le centenaire de la reconnaissance du syndicalisme au travers de la fondation de la CGT. Dans cette perspective, ils croient pouvoir annoncer aux lectrices et lecteurs (et c'est un scoop), qu'à cette occasion, pendant 8 à 10 jours, le ML envisage d'être quotidien.

Jean-Jacques Legois  
(administrateur ML)

BAKOUNINE

ET L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

**Programme  
de la section slave  
de Zurich**

Bien sûr, on peut lire *La Pensée constructive de Bakounine* de Gaston Leval ou *Bakounine politique* de René Berthier, mais quand on a le temps (et l'argent par la même occasion), on peut aussi lire Bakounine dans le texte. Rude tâche s'il en est car l'adversaire de Karl Marx au sein de l'Internationale avait la fâcheuse habitude de commencer des écrits sans vraiment les finir. Entendons-nous bien, il s'agissait d'œuvres au sens du XIX<sup>e</sup> siècle, pas de livrets destinés à la vente dans les supermarchés ou pour Top 50.

Le premier ouvrage que j'ai lu de Bakounine (*Dieu et l'Etat*, édité par le groupe FA Sébastien-Faure de Bordeaux) était, comme nombre de choses, des extraits choisis. « *Jamais Bakounine, note Max Nettlau, n'était parvenu jusqu'à cette année-là [1873, NDIR] à publier un livre entier, et encore, en russe, bien qu'il se fût dépensé sans compter à écrire lettres et manuscrits et qu'il eût parfois réussi à publier des articles et des brochures. Tantôt son isolement idéologique, tantôt sa propension à se répandre en activités*

*nouvelles selon les exigences de l'heure, voire sa préférence pour l'action immédiate par la parole et par l'écrit, le tout s'ajoutant à un manque de ressources que l'on ne cesse de découvrir dans ses aspects déconcertants et qui, paralysant souvent son activité, empêchait Bakounine de se consacrer à des publications régulières, presque chaque écrit donnant lieu à toute une histoire avant d'être imprimé et demandant plus d'efforts pour le faire publier que pour l'écrire.* »

Ces quelques lignes, écrites par Max Nettlau dans l'introduction d'*Etatisme et anarchisme* (*Œuvres complètes*, vol. IV, éditions Champ libre), présentent Bakounine comme un militant surtout préoccupé de l'action, c'est dans cette préoccupation que nous vous présentons le *Programme de la section slave de Zurich*, rédigé en août 1872 (*Etatisme et anarchisme*, 1873). Que cela vous encourage à lire ou à relire Bakounine !

Thierry Porré

1. La section slave en adhérant pleinement aux statuts généraux de l'Association internationale des Travailleurs, votés par le premier congrès de cette Association tenu en septembre 1866 à Genève, se donne pour mission spéciale la propagande des principes du socialisme révolutionnaire et l'organisation des forces populaires dans les pays slaves.

2. Elle combattra avec une égale énergie toutes les tendances et manifestations du Panslavisme, c'est-à-dire de la soi-disant délivrance des peuples slaves par la puissance de l'Empire russe, aussi bien que du Pangermanisme, c'est-à-dire de leur soi-disant émancipation par l'action politique imposée de la civilisation bourgeoise des Allemands, cherchant aujourd'hui à s'organiser en un grand Etat soi-disant populaire.

3. Partisans du programme révolutionnaire anarchiste qui seul contient selon nous les conditions d'une vraie et complète émancipation des masses populaires, et convaincus que l'existence de l'Etat, de tout Etat, est aussi incompatible avec la liberté du prolétariat qu'elle est contraire à la fraternité humaine, internationale des peuples, nous voulons l'abolition de tous les Etats.

Pour les peuples slaves surtout cette abolition est une question de vie et de mort, et en même temps le seul moyen de réconciliation avec les peuples de race étrangère, soit turque, soit magyare, soit allemande.

4. Avec l'Etat doit tomber nécessairement tout ce qui s'appelle le droit juridique, toute réglementation soi-disant légale de la vie populaire du haut en bas par voie de législation et gouvernement, réglementation qui n'a jamais eu d'autre objet que d'établir et de systématiser l'exploitation du travail des masses populaires au profit des classes gouvernantes.

5. L'abolition de l'Etat et du droit juridique aura pour conséquence nécessaire l'abolition de la propriété individuelle héréditaire et celle de la famille juridique, fondée sur cette propriété, l'une et l'autre étant contraires à l'avènement de l'humaine justice.

6. L'abolition de l'Etat, du droit, de la propriété et de la famille juridique, rendra seule possible l'organisation de la vie populaire, de bas en haut, sur la base du travail et de la propriété collective, devenus par la force même des choses accessibles et obligatoires pour tous, par la voie de fédération absolument libre des individus, dans l'association des associations productives, soit dans les communes autonomes, soit même par-delà les communes et toutes les limites provinciales ou nationales, en grandes Associations homogènes liées par l'identité des intérêts et de leurs tendances sociales, et des communes en nations, des nations dans l'humanité.

7. La section slave, matérialiste et athée, combattra tous les cultes, toutes les Eglises, officielles et non officielles, et tout en professant et en pratiquant le respect le plus profond et le plus sincère pour la liberté de conscience de tout le monde et pour le droit sacré de chacun de propager ses idées, elle attaquera dans toutes ses manifestations religieuses, métaphysiques, doctrinaires, politiques et juridiques, l'idée divine, convaincue que cette idée malsaine a été et est encore la consécration de tous les esclavages.

8. Elle professe le plus grand respect pour la science positive, elle réclame pour le prolétariat tous les moyens de l'instruction scientifique, égale pour tous et pour toutes, mais ennemie de tous les gouvernements elle repousse avec horreur celui des savants, le plus méprisant, le plus malfaisant de tous.

9. La section slave réclame pour les femmes aussi bien que pour les hommes, avec la plus complète liberté, l'égalité des droits et des devoirs.

10. La section slave, tout en donnant pour mission spéciale l'émancipation des peuples de race slave, ne tend aucunement à l'organisation d'un monde slave à part, hostile ou même seulement étranger aux peuples de races différentes. Au contraire elle aura pour objet principal de faire entrer les peuples slaves dans la grande famille humaine que l'Association internationale des Travailleurs a pour mission de constituer sur les bases de la liberté, de l'égalité et de l'universelle fraternité.

11. Convaincue que pour remplir cette haute mission, l'Association internationale des Travailleurs doit conformer aujourd'hui sa théorie et sa pratique avec le but qu'elle s'est proposé, c'est-à-dire avec la réelle émancipation des masses populaires de toute tutelle et de tout gouvernement, la section slave n'admet pas qu'il puisse y avoir au sein de cette grande association un pouvoir autoritaire, un gouvernement quelconque, et n'admet pas par conséquent d'autre organisation que celle qui doit naître de la fédération libre des sections autonomes.

12. La section slave n'admet ni vérité officielle, ni programme politique uniforme imposés soit par le conseil général, soit même par les congrès généraux. Elle ne reconnaît d'autre loi que celle de la solidarité la plus complète de tous, individus, sections et fédérations dans la lutte économique internationale du prolétariat de tous les pays contre ses exploités. — La section slave se donne pour mission spéciale d'entraîner le prolétariat des pays slaves dans toutes les conséquences pratiques de cette solidarité économique universelle, vraie et unique base de l'unité

de l'Association internationale des Travailleurs.

13. La section slave reconnaît aux sections de tous les pays : a) la liberté absolue de la propagande philosophique et sociale ; b) la liberté de suivre telle politique qu'elles voudront, pourvu que cette politique ne porte atteinte à la liberté et au droit égal de toutes les autres sections et fédérations ; c) la liberté de s'organiser de la manière qu'elles voudront, en vue de la révolution populaire ; d) la liberté enfin de se fédéraliser en dehors des frontières de leurs propres pays, avec les sections et fédérations qui leur sont les plus sympathiques.

14. Comme la Fédération jurassienne a hautement proclamé ces principes, et comme elle les pratique sincèrement, la section slave de Zurich a décidé de demander son admission en son sein.

Michel Bakounine  
(14 août 1872)

N.B. : ce texte français du programme de la section slave diffère légèrement du texte russe de 1873.

**SOMMAIRE**

Page 1 : Non à l'éducation de classe ! (suite p. 3), Loi Falloux : réouverture de la guerre scolaire (suite p. 3), Le marché et le fou (suite p. 6).  
Page 2 : Terrorisme.  
Page 3 : Non à l'éducation de classe ! (suite de la « une »), Loi Falloux : réouverture de la guerre scolaire (suite de la « une »), Un coup tactique ? Parutions.  
Page 4 : Le Midi bouge, Brèves économiques et sociales, Nouvelles du front.  
Page 5 : Grève au centre de tri PTT de Lyon-Montrochet.  
Page 6 : Le marché et le fou (suite de la « une »), Rencontre anarchiste (Vienne).  
Page 7 : « N'oublie jamais, Nicolas... », Des films pour l'an neuf, Associations, Sélection RL.  
Page 8 : Rendez-vous, Amis lectrices... Amis lecteurs, Programme de la section slave de Zurich.